



Synthèse nationale des Écoutes Territoriales 2025



Avec le soutien de


MINISTÈRE
DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DE LA DÉCENTRALISATION
Logement, Transports,
Ruralité, Ville
*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Fondation
de
France

Table des matières

1. Une grande diversité de contextes	4
2. Portraits sensibles	6
Guingamp-Paimpol Agglomération	6
Vercors citoyennes et citoyens (collectif)	7
Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)	
Vidourle Camargue	8
Vallée de la Roya (collectif)	9
Laboratoire de la Ruralité des Vosges (Rur'agilité)	10
Neufchâteau et ses environs (collectif)	11
Lambersart	12
Fourmies	13
3. Vers une typologie des territoires écoutés	14
La mobilisation citoyenne :	
un axe politique au service des transitions	14
La mobilisation citoyenne :	
une réaction face à un événement déclencheur	18
Un dispositif expérimental d'animation	
territoriale face aux transitions	21
4. Enjeux transversaux et enseignements	23
Un territoire en transition, qu'est-ce que c'est ?	23
Renforcer la démocratie locale : quelle stratégie ?	23
Le discours sur les transitions : pour un récit	
mobilisateur et une image de la ville qui s'engage	24
Un enjeu essentiel : l'information, la	
sensibilisation et le dialogue	24
Faire le lien entre les transitions et le quotidien	
des habitants	25
Clarifier les règles de la gouvernance territoriale	25
5. Inverser l'hypothèse de départ ?	26



Une grande diversité de contextes

Les Écoutes Territoriales réalisées par l'Unadel en 2025 avaient pour objectif d'interroger les liens entre les transitions et la démocratie locale. Elles se fondaient sur l'hypothèse que le renouveau de la démocratie locale est nécessaire pour mener des politiques de transition adaptées aux ressources et aux besoins spécifiques des territoires.

Huit territoires ont été sélectionnés. Le nombre d'Écoutes menées entraîne une diversité accrue, qui se décline à plusieurs niveaux :

Diversité des territoires,

avec quatre collectivités ou groupement de collectivités territoriales (Fourmies, Lambersart, Guingamp-Paimpol Agglomération, Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) Vidourle Camargue), trois associations ou collectifs citoyens (Vercors citoyennes et citoyens, Remontons la Roya, collectif de Neufchâteau et ses environs) et un dispositif d'animation territoriale, le Laboratoire de la Ruralité des Vosges.

Diversité des motivations,

exposées dans les lettres de candidature aux Écoutes Territoriales, qui font apparaître des argumentaires spécifiques, sur lesquels nous reviendrons dans les pages suivantes.

Diversité des échelles,

allant de la commune de quelques milliers d'habitants au regroupement de collectivités atteignant 150 000 habitants et au département. Une grande variété géographique est représentée. Le contexte environnemental, démographique, économique et institutionnel est également extrêmement variable d'un territoire à l'autre.

Diversité des portraits de territoires,

avec des niveaux de détail des enjeux et de mise en évidence de la parole des habitants variables selon les Écoutes

Diversité des Écoutes réalisées,

puisque deux Écoutes citoyennes, réalisées à titre expérimental, viennent compléter six Écoutes

Territoriales mises en œuvre selon la méthodologie habituelle de l'Unadel. Plus légères, ces Écoutes citoyennes portent sur les collectifs citoyens du Vercors et de Neufchâteau. Elles ont bénéficié de l'appui de l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine (UGA), composante de l'Université Grenoble-Alpes. Toutes les Écoutes ont cependant abouti à un portrait de territoire structuré selon des thématiques proches, issues de la grille d'entretien, soumise aux habitants et acteurs écoutés. Nous n'avons donc pas fait de différence, dans notre analyse, entre ces deux types d'Écoutes.

Ce constat nous rappelle que l'objectif de cette synthèse n'est pas de produire un texte représentatif de l'ensemble des territoires, ce qui serait illusoire, mais de mettre en avant la parole des habitants et des acteurs, considérée comme l'expression de points de vue sur le territoire, les *transitions* et la *vitalité démocratique*. Le lecteur doit avoir conscience qu'en travaillant sur une parole recueillie, elle-même retravaillée pour être restituée sous forme de huit portraits de territoire, avant d'être remaniée pour aboutir à cette synthèse générale, de nombreux intervenants se sont succédé. Entre les écoutés, les écoutants et les rédacteurs chargés des différentes étapes, il y a inévitablement eu des choix plus ou moins conscients, des angles morts, des imprécisions, des interprétations différentes.

Néanmoins, le vocabulaire employé par les écoutés, les aspirations, les questions et les enjeux mis en avant, le sens donné aux notions de transition et de démocratie, par les habitants comme par les acteurs institutionnels, dessinent des territoires vécus, perçus et racontés d'où émergent des tendances et des enseignements qui forment l'ossature de cette synthèse :

- La première partie est une présentation des territoires. Huit portraits sensibles, recomposés à partir de la parole recueillie lors des Écoutes, révèlent les particularités, les liens d'attachement avec leurs habitants et les enjeux qui fondent l'identité de ces territoires.
- Nous avons ensuite dressé une typologie de ces territoires en fonction de leur diversité : collectivités, collectifs citoyens et dispositif d'animation territorial.

Elle nous a conduit à distinguer les stratégies déployées au regard des enjeux de transition et de vitalité démocratique et de la signification que prennent ces notions pour les acteurs et les habitants écoutés.

- Un certain nombre d'enjeux sont partagés entre plusieurs territoires. Nous essaierons de les identifier et de préciser les conditions de leur prise en charge dans les différents territoires. Ce travail est d'autant plus riche d'enseignements qu'il nous ouvre la possibilité de considérer certains territoires comme des « zooms » pouvant éclairer l'action d'autres territoires. Lorsque les Écoutes portent sur des actions déjà éprouvées, qu'elles se focalisent sur des expériences abouties de participation citoyenne ou sur un volet spécifique des transitions, elles peuvent être des sources d'inspiration pour d'autres territoires confrontés à des enjeux équivalents.
- Pour clore cette synthèse sous forme d'ouverture, nous reviendrons sur l'hypothèse de départ. Nous nous interrogerons sur la pertinence d'inverser cette hypothèse, en considérant le renouveau démocratique, non pas comme un préalable à la mise en place d'une politique de transition, mais comme un effet induit par un événement lié aux transitions.

Afin d'alléger le texte lors des citations,
le nom des territoires concernés est mentionné par ses initiales :

- Guingamp-Paimpol Agglomération (GPA)
 - Vercors (V)
- Vidourle Camargue (PETR)
 - La Roya (R)
- Laboratoire de la Ruralité des Vosges Rur'agilité (Lab)
 - Neufchâteau et ses environs (N)
 - Lambersart (L)
 - Fourmies (F)

GUINGAMP- PAIMPOL AGGLOMÉRATION

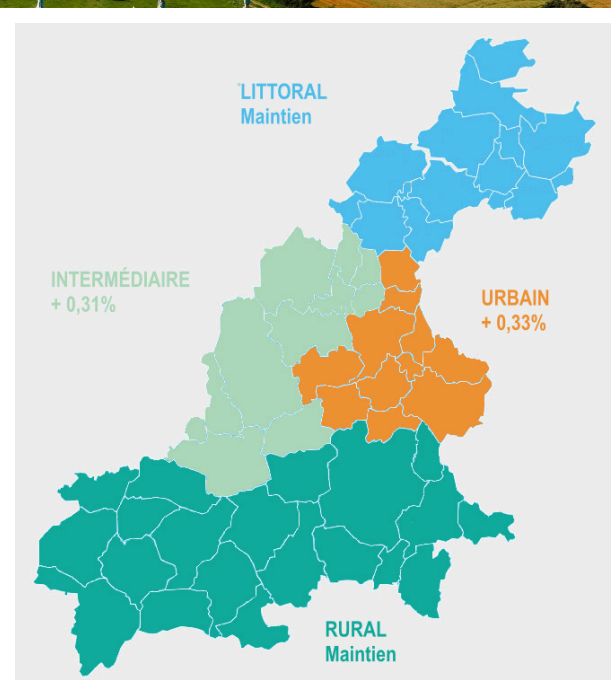
Du littoral à l'intérieur des terres, le territoire est reconnu pour son cadre de vie. Ses habitants expriment leur attachement à son identité culturelle : « *Qu'on soit terre ou mer, nouveau ou du cru, on parle de ce territoire avec la même passion, parce qu'on n'arrive pas en Bretagne par hasard* ». Ils soulignent la richesse de la vie associative et l'importance des solidarités : « *C'est aussi beaucoup les gens qui font les lieux* ».

Pourtant, cette unité laisse apparaître l'hétérogénéité d'un territoire institutionnel créé récemment (2017) : « *Les gens de Callac se plaignent de payer pour le port de Paimpol. Les gens de Paimpol critiquent les agriculteurs de Callac qui polluent nos eaux et la mer* ». Entre le Sud agricole, le Nord littoral et la centralité urbaine de Guingamp, l'agglomération fait face à des problématiques différentes, qu'elle s'efforce de prendre en compte à travers son projet de territoire. Beaucoup appellent à « *travailler de manière différenciée, territorialisée* ».

Mais, pour l'instant, l'agglomération semble plutôt être dans un rôle fonctionnel de services aux usagers (selon ses compétences) que de dynamique territoriale. Elle peine à réunir ses composantes et ses habitants ont du mal à identifier son action. L'enjeu n'est pas le manque de ressources, mais leur exploitation collective. Il réside surtout dans le développement du pouvoir d'agir des acteurs : « *On a du mal à s'emparer de ces atouts pour en faire une voie propre* ».

Parmi ces ressources, les jeunes font depuis longtemps l'objet d'une attention particulière, afin de répondre à leurs attentes. Cette volonté politique se heurte encore à une jeunesse à deux vitesses : « *Il y a nécessité de repérer et d'aller chercher les jeunes invisibles enfermés chez eux* ».

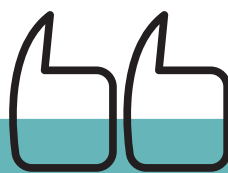
Pour que l'agglomération soit reconnue comme un acteur politique, il lui faut clarifier sa gouvernance et construire un récit collectif, notamment en direction des jeunes.



Guingamp-Paimpol Agglomération

Département des Côtes-d'Armor

- Issue de la fusion de 5 intercommunalités en 2017
- 57 communes
- Surface du territoire : 1 100 km²
- Population 2022 : 73 835 hab.



« Le territoire
est une Bretagne
miniature »

VERCORS

CITOYENNES ET CITOYENS (COLLECTIF)

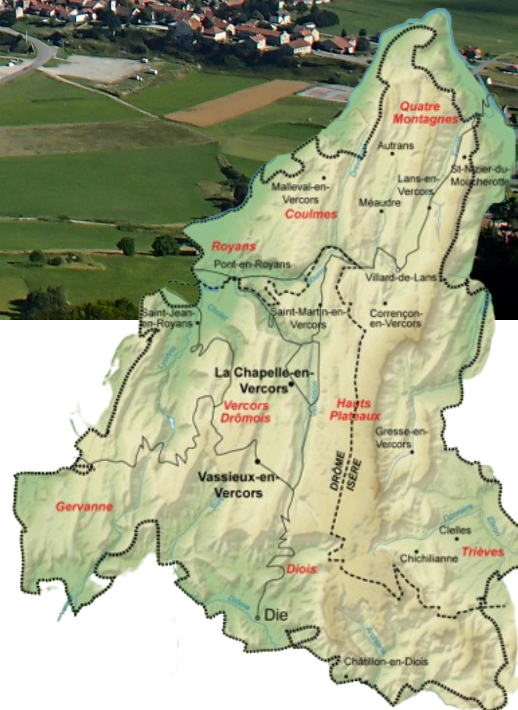
Massif homogène fait de singularités, le Vercors se vit comme un territoire à la fois protecteur et ouvert. Pour ses habitants, c'est une « *forteresse* », une « *terre de refuge et d'autonomie* » qui suscite un sentiment d'appartenance profond : « *Je sais d'où je suis, je suis d'ici, un nomade qui connaît ses racines* ». En convoquant la mémoire de la Résistance, 80 ans après les faits, les écoutés valorisent un récit dans lequel chacun peut se retrouver : « *Ce qui est intéressant dans la Résistance, c'est qu'elle n'est pas que liée aux vieilles familles, les maquisards venaient de partout* ».

Même si, pour certains, elle « *pèse* », l'histoire locale renforce ainsi le sentiment d'attachement. Elle alimente un imaginaire collectif et structurant dans lequel les liens humains et le tissu associatif occupent une place importante. Cela se concrétise par des actions de solidarité, notamment « *l'accueil de migrants et l'association Vertaccueillants, mais aussi avec l'ITEP - Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique - à Méaudre* ».

La « *beauté à couper le souffle* » des paysages et la nature omniprésente suscitent « *une jubilation permanente* ». Elles laissent une large place aux activités agricoles et forestières qui façonnent un « *territoire nourricier* » où « *l'on pourrait très bien vivre en autarcie* ». Les circuits courts renforcent cet ancrage quotidien au territoire.

Ce patrimoine naturel offre un cadre de vie et un « *terrain de jeu exceptionnel* » pour de nombreuses activités sportives et touristiques : randonnée, spéléologie, ski, escalade, pêche, etc. La spéléologie incarne même les « *valeurs du Vercors : pas de compétition, activité d'entraide, bienveillance* ».

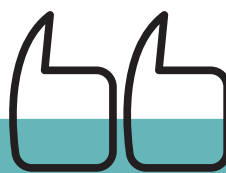
Mais le Vercors apparaît aussi fragmenté. Les divisions administratives viennent brouiller l'image d'un massif uni, malgré la présence du Parc Naturel Régional : « *Les communautés de communes ont pris le pouvoir, le Parc avait une force qu'il n'a plus* ».



Vercors citoyennes et citoyens (collectif)

Départements de l'Isère et de la Drôme

- Collectif créé en 2020 en réaction à deux projets d'aménagement touristique.
- Territoires des Quatre Montagnes, du Royans et du Vercors sud.



« Une île au milieu
des plaines »

PETR VIDOURLE CAMARGUE

(PÔLE D'ÉQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL)

Le territoire est d'abord perçu comme une mosaïque de paysages et de pratiques, traversée par de grandes infrastructures qui facilitent son ouverture, tout en le fragmentant. Lieu de passage, c'est aussi un territoire désirable : *« On a tout ce qu'il faut ici : mer, montagne à proximité, patrimoine architectural... »*. Les points de vue sont assez tranchés. Certains décrivent *« un territoire vivant où les gens peuvent s'épanouir personnellement, économiquement, socialement, culturellement, où il fait bon vivre »*, alors que d'autres soulignent la complexité de *« vivre ensemble dans une population cosmopolite et diverse dans ses modes de vie »*.

Sur le plan économique, on retrouve des disparités entre des zones prospères et des îlots de pauvreté, des centralités qui structurent les bassins de vie et des secteurs où l'accès aux services est inégal, notamment pour les jeunes : *« Beaucoup de choses oui, pour les anciens, mais pour les ados et jeunes adultes, passé 11 ans il n'y a plus rien... »*. Des tensions sont évoquées, nourries par la pression foncière et les conflits d'usage entre éleveurs, chasseurs et gestionnaires d'espaces naturels, ou entre anciens et nouveaux habitants.

À l'encontre de ces tensions, l'activité taurine reste un pilier identitaire, même si ce patrimoine vivant *« est moins partagé par les nouveaux arrivants : ça plaît ou ça plaît pas du tout »*, et qu'il y a *« une crainte que ça disparaisse au profit d'une standardisation de la société »*. Le maintien de cette tradition n'empêche pas une vision du territoire *« capable d'accueillir de la modernité, de se transformer et de rester respectueux de notre environnement, des uns et des autres »*.

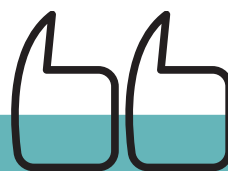
Il s'accompagne d'une réelle dynamique associative et culturelle, soutenue par des équipements de qualité : *« Culturellement, c'est top ! »*



Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) Vidourle Camargue

Départements du Gard et de l'Hérault

- Créé en 2005
- 50 communes et 5 EPCI
- Surface du territoire : 840 km²
- Population 2018 : 155 000 hab.



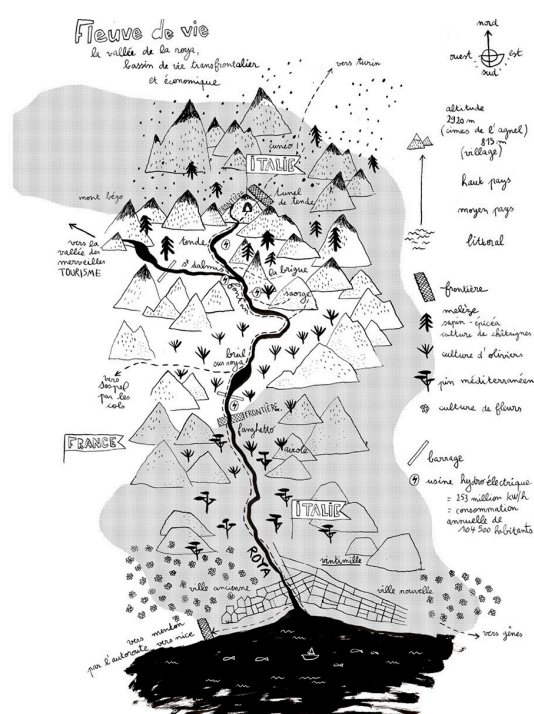
« Mon territoire, j'ai envie de le voir évoluer et en même temps qu'il reste fidèle à son histoire »

VALLÉE DE LA ROYA (COLLECTIF)

Entre France et Italie, entre trois régions, entre mer, montagne et plaine, etc., la vallée de la Roya se vit comme un monde « *semi-enclavé* », une « *terre de liens* », historiquement dépendante de décisions prises à l'extérieur.

La forte identité des villages, avec des langues propres, des « *spécialités culinaires [qui] séparent* » et un climat qui « *fait frontière* » est renforcée par des modes d'habiter différents, selon leur accessibilité depuis Nice ou Monaco et leur proximité aux voies de communication. Certaines communes sont devenues des « *villages dortoirs* », alors que d'autres sont restées à l'écart. À ces particularismes locaux s'ajoute une distinction tenace entre les nouveaux habitants, les anciens néoruraux, ceux qui sont originaires du territoire, ceux qui viennent y travailler et les résidents secondaires : « *on peut rester longtemps un "nouvel arrivant"* », « *Il y a une mentalité de la vallée, comme en Corse* ».

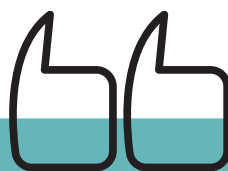
Certains souhaitent dépasser cette fragmentation : « *Je n'aime pas ce clivage néos/anciens/natifs, même s'il existe. Plusieurs "natifs", jeunes ou anciens, souhaitent aussi le dépasser* ». L'élan de solidarité né après la tempête Alex montre que, quelle que soit son origine, le lien au territoire est très fort : « *Après la tempête, des gens sont venus, certains se sont installés dans la vallée et pour l'instant ils sont restés* ». C'est un « *territoire attachant, accueillant* », où la beauté des paysages et la nature omniprésente s'ajoutent à la « *convivialité* » entre les gens : « *Tout le monde se salue, se parle, même si politiquement on n'est pas d'accord* ». Un écouté résume bien ce sentiment étroit qui relie les habitants à la vallée : « *Je n'habite pas le territoire, c'est le territoire qui m'habite* ».



Vallée de la Roya (collectif)

Département des Alpes-Maritimes

- Association Remontons la Roya, issue d'une boucle de communication créée sur les réseaux sociaux pour que les habitants de la vallée puissent s'informer et s'entraider après la tempête Alex, le 2 octobre 2020.
- 5 communes
- Surface du territoire : 468 km²
- Population 2022 : 5 672 hab.

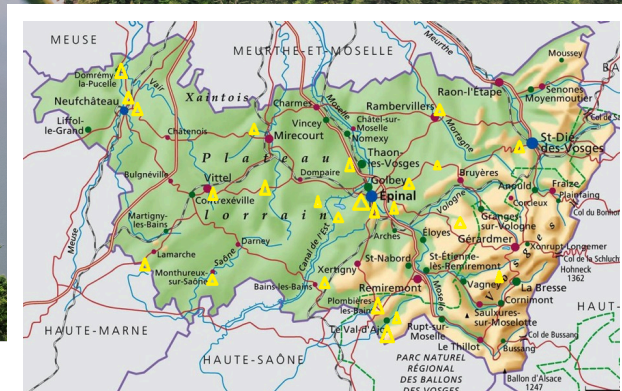


« La vallée de la Roya, elle attache un élastique à la cheville »

LABORATOIRE DE LA RURALITÉ DES VOSGES (RUR'AGILITÉ)

« Les ruralités sont différentes selon les endroits des Vosges ». Cela peut illustrer le sentiment d'un territoire morcelé, où les mobilités sont peu développées et le tissu social fracturé. Si la beauté des paysages laisse parfois espérer « un avenir positif », elle ne peut pas enrayer un déclin démographique préoccupant : « les enfants savent qu'ils vont partir, parce qu'avoir de l'ambition, c'est vouloir partir ». Malgré une importante vie associative, pourvoyeuse d'emplois, de nombreuses initiatives solidaires et une offre de formation de qualité, « il est parfois difficile de se sentir habiter un territoire quand on est né dans un village, qu'on fait ses études ailleurs [...] et que l'emploi obligera peut-être encore à s'éloigner de son berceau familial ».

Face à ce contexte, les pouvoirs publics réagissent pour redynamiser le territoire, avec une attention particulière pour la ruralité, où ils cherchent à combattre un sentiment d'abandon. « Il était temps », car « la ruralité court après la politique de la ville depuis trente ans », mais, pour certains, « les élus se préoccupent davantage de l'investissement que du fonctionnement ». Le Laboratoire des ruralités est né de cette volonté d'agir des élus locaux, avec l'objectif d'écouter, de proposer et d'accompagner certaines initiatives. « Il permet d'appréhender les besoins communs » et « redonne la parole aux ruraux ». Il représente aussi une forme de reconnaissance par l'État, mais il reste peu connu hors de la sphère des élus : « Le Labo, on sait qu'il existe mais on ne sait pas à quoi il sert vraiment ». Ou alors son action est mal comprise : « On a de la chance d'avoir une préoccupation ruralité au sein de la Préfecture et un peu de moyens ; mais le Labo est un peu un canard sans tête : la réflexion stratégique ne transparaît pas ».



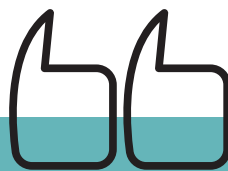
Laboratoire de la Ruralité (Rur'agilité) des Vosges

Département des Vosges

- Laboratoire de la Ruralité créé en 2021 à titre expérimental par le Premier Ministre pour trois ans, reconduit en mars 2025.
- Coprésidé par la préfète des Vosges et le président de l'Association des Maires Ruraux (AMRF) :

« Il mobilise les acteurs de terrain, les services de l'État et les forces vives pour proposer, expérimenter et innover. Les actions engagées, lorsqu'elles ont démontré leur pertinence, doivent essaimer et être dupliquées dans d'autres territoires ruraux »

(site @ du labo de la ruralité)



« Si j'avais été
diplômé, je ne serais
pas revenu »

NEUFCHÂTEAU

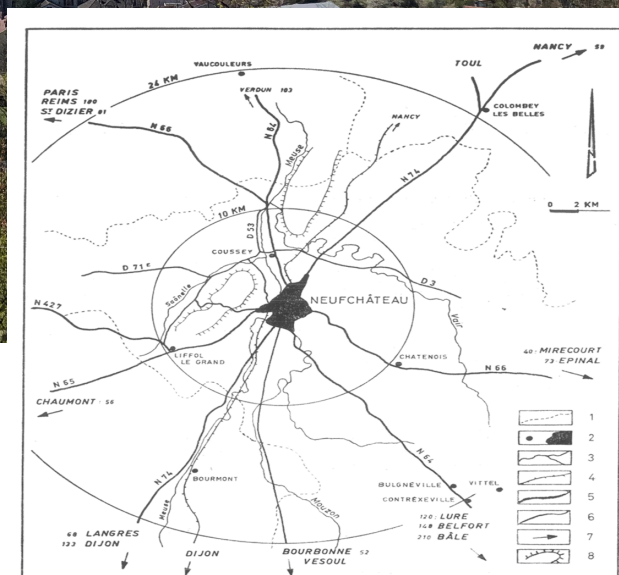
ET SES ENVIRONS (COLLECTIF)

Ce carrefour historique entre plusieurs régions françaises se vit désormais comme une interface entre « *le Far Ouest et l'Est vosgien* ». Porté pendant les Trente Glorieuses par l'industrie du bois et de l'ameublement, le territoire est désormais vécu comme « *rural et en déclin* » : « *le bois a fait la force et la faiblesse du territoire* ». Cette perte d'identité industrielle, à laquelle s'ajoutent le manque de services et une importante fracture générationnelle, provoque le départ des plus jeunes : « *Nos jeunes s'en vont* », « *Il n'y a pas de confiance en les jeunes* », « *Tous les bons sont partis* »... Une vision négative que l'on retrouve en matière de mobilité : pour certains, « *si t'as une voiture c'est bien, sinon t'es mort* », alors que d'autres soulignent pourtant la chance d'avoir une ligne TER qui offre une bonne connexion avec l'extérieur.

Enfin, un sentiment d'insécurité, associé à des propos xénophobes, s'est installé : « *On n'ose plus sortir ! On a peur. Soit on a affaire à des drogués, soit à la police* », « *Ici le racisme est décomplexé* ».

Plusieurs motifs d'attachement mettent cependant en avant la qualité de vie : « *Je me suis reconnecté à la nature ici* », « *il y a une qualité de vie de dingue* », « *On se connaît tous, c'est comme un grand village* », etc. La richesse du patrimoine historique et la vie associative sont également évoquées, mais l'emploi reste une priorité : « *Si on veut maintenir un tissu de population, il faut leur offrir un boulot* ».

Les attentes envers l'action politique insistent sur la nécessité d'une « *redynamisation* » de la vie locale : « *s'il n'y a pas de politique volontariste, le département va se vider* ». Les écoutés rappellent « *qu'on a péché sur l'aménagement du territoire ces dernières années* ». Ils regrettent aussi le « *manque d'hommes d'envergure sur le plan politique [...], parfois ça tient à une seule personnalité* ».



Neufchâteau et ses environs (collectif)

Département des Vosges

- Collectif créé par des habitants face au constat d'un territoire « en déclin » et « qui se meurt ».



« Il faut un emploi
pour aimer vivre ici »

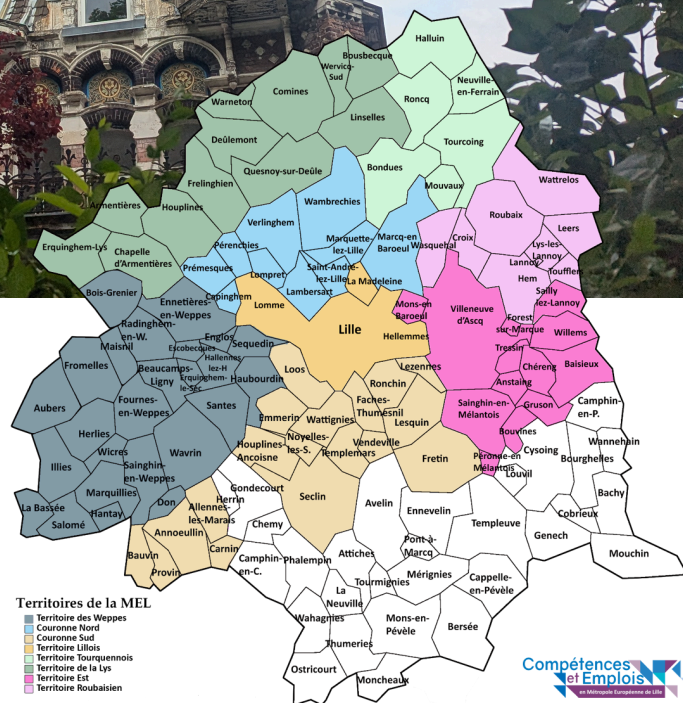
LAMBERSART

Au cœur de la métropole lilloise, Lambersart bénéficie d'une position géographique favorable et d'une desserte diversifiée et efficace, en voiture, en vélo et en transports en commun. La commune est appréciée pour ses atouts : « une réelle proximité » entre « des gens qui se connaissent », un patrimoine architectural très riche et de nombreux parcs et espaces naturels, même si certains regrettent le statut souvent privé de ces espaces, qui en limite l'accès.

C'est une ville à taille humaine qui, « ne possédant pas vraiment de centre-ville », s'organise essentiellement autour de ses quartiers. Équipements de qualité et vie associative, culturelle et sportive viennent compléter ce tableau d'une commune vivante et agréable à vivre.

Les écoutés expriment cependant des inquiétudes dans différents domaines. Celui de l'environnement, avec la dégradation de la rivière qui traverse la commune et la crainte d'une « densification » et d'une « bétonisation de la ville », liée aux projets urbains en cours. Ces derniers soulèvent la question de la difficulté d'accès au logement, liée au coût de l'immobilier et à la rareté de l'offre, mais également la circulation automobile et la pollution atmosphérique.

Ces personnes insistent sur la nécessité de respecter le « modèle urbain lambersartois, fait d'une mosaïque de quartiers » en développant dans chacun d'eux un minimum d'équipements et de services, conformément aux principes de la « ville du quart d'heure ». Mais « il y a aussi de la précarité à Lambersart » rappellent les écoutés en parlant de « fracture sociale ». Un problème qui touche certains quartiers, dont les habitants « ne se sentent pas toujours intégrés à la ville », comme certaines populations, notamment les nouveaux habitants, qui ne semblent pas « vouloir s'intéresser vraiment [à la ville], ni s'y investir ».



Lambersart

Département du Nord

- Surface du territoire : 6,1 km²
- Population 2022 : 27 000 hab.



« Un esprit de village »



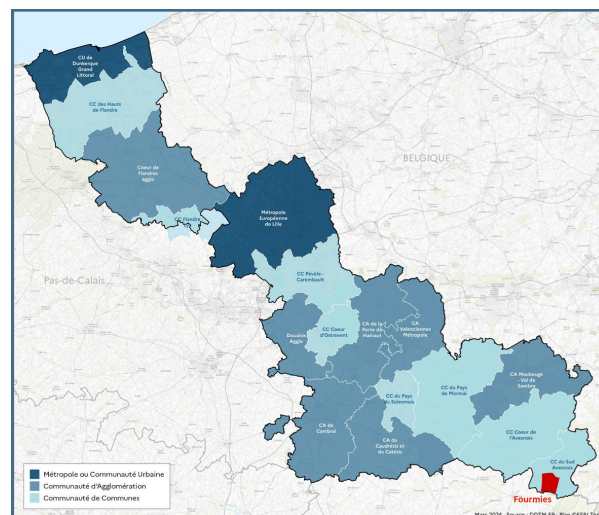
FOURMIES

Ancien territoire industriel, Fourmies conserve de nombreuses infrastructures issues de ce passé, dont la valeur patrimoniale et de réserve foncière est appréciée. D'autres entreprises sont restées sur le territoire : « *c'est important de garder cet ancrage local* » et d'éviter « *la désertification du territoire* ».

Malgré ce passé industriel, la commune est appréciée pour son caractère rural : « *L'Avesnois, c'est quand même spécial, ici, c'est le bocage et les forêts* », « *il y a de l'herbe, pas de tension urbaine* ». Ce caractère de « *ville à la campagne* », « *pas grande, pas petite* », où il n'y a « *pas de quartiers sensibles ou chauds* », attire une population en quête de calme et de nature : « *Même s'il n'y a pas grand-chose à faire, c'est ce qui me plaît* ». Ce choix est conforté par la présence de « *commerces de proximité, avec un réseau de producteurs locaux développé* ».

Mais « *les difficultés de la ruralité* » ne sont pas absentes : baisse de la natalité, enclavement, accès aux soins, pauvreté, chômage, etc.

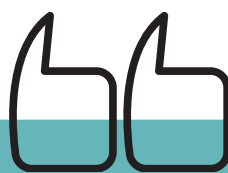
L'emploi est au cœur des préoccupations, avec le constat d'un décalage entre les offres disponibles sur le territoire, qui demandent des compétences spécifiques, et les contraintes des chômeurs. Si les entreprises font des efforts (« *On a une jeune génération, il faut savoir les toucher et s'adapter à eux* »), la mobilité apparaît comme un enjeu essentiel. « *On est dans un secteur où les déplacements sont un problème* », que ce soit en transport en commun ou à vélo, rendant incontournable l'usage de la voiture. Mais la « *mobilité psychologique* » est aussi un frein réel : « *On vit entre nous. Les gens n'ont jamais quitté le territoire de Fourmies, ils n'ont jamais pris le train ni le bus. Tout est là, on n'a pas besoin de sortir* ». Un écouté relève ainsi qu'il « *n'y a pas d'ambition* » chez les habitants : « *Les enfants prennent des orientations par défaut pour rester là* », « *On se retrouve avec des jeunes diplômés qui ne vont pas chercher du travail ailleurs* ».



Fourmies

Département du Nord

- Surface du territoire : 6,1 km²
- Population 2022 : 11 528 hab.



« On a l'avantage de tout avoir à Fourmies, on n'a pas besoin d'aller plus loin »

Vers une typologie des territoires d'Écoute

La mobilisation citoyenne : un axe politique au service des transitions

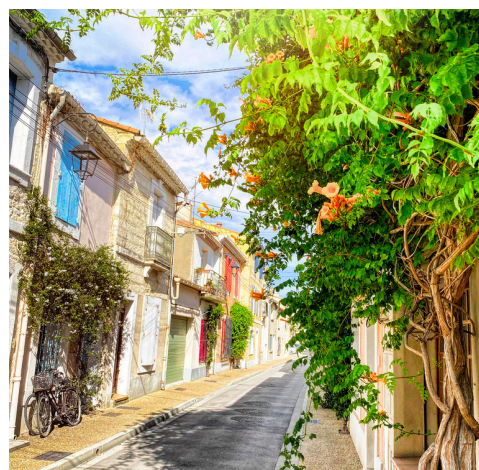
- Guingamp-Paimpol Agglomération
- Fourmies
- Lambersart
- PETR Vidourle Camargue

Les Écoutes Territoriales : un point d'étape dans un processus déjà engagé

Ces quatre Écoutes Territoriales ont pour origine le souhait d'une collectivité territoriale (ou d'un regroupement de collectivités) de s'impliquer dans la démarche de l'Unadel. Cette volonté, exprimée dans la lettre de candidature, accompagne un contexte territorial et institutionnel marqué par l'engagement effectif de la collectivité dans une politique de transition, avec un volontarisme plus ou moins revendiqué ou reconnu. Elle peut être mise en œuvre dans le cadre d'un dispositif particulier (PETR, Agenda 21, dispositif régional). Elle se traduit par des actions menées dans tous les domaines : environnement, urbanisme, mobilité, énergie, alimentation, agriculture, etc.

Les Écoutes Territoriales s'intègrent donc dans un processus déjà engagé. Elles sont considérées comme un point d'étape pour :

- avoir une vue d'ensemble sur la manière dont les transitions, prises dans le sens des actions engagées dans le cadre d'une politique, sont perçues par les citoyens, avant de poursuivre la démarche ;
- prendre du recul dans l'analyse des pratiques participatives et aider à mieux définir ce que l'on entend par « mobilisation citoyenne » ;
- améliorer et faciliter la mobilisation citoyenne.



Les transitions : une notion à géométrie variable ?

La notion de transition n'est pas clairement définie. Dans certains territoires, elle est peu utilisée, voire même employée avec précaution ou jugée « abstraite ». Pourtant, sous des vocables divers (changement, mouvement, transformation, bouleversement), les écoutés témoignent qu'elle s'impose au quotidien des habitants et des acteurs, même s'il n'y a pas de véritables marqueurs locaux d'une certaine urgence à évoluer. Ce sont des signes que l'on rencontre sur d'autres territoires. Agir semble alors surtout être le fruit d'une volonté politique de relever le défi d'enjeux qui dépassent le contexte strictement local.

Cette notion est abordée sous trois angles distincts :

- Les changements que l'on observe dans la vie quotidienne, tous domaines confondus. Ils peuvent être liés au changement climatique, aux pressions environnementales, aux mutations économiques, à l'arrivée de nouveaux habitants, au vieillissement de la population, etc. On parle même d'une « *mosaïque de transitions qui s'entrecroisent* », comme si elles étaient inextricables ou difficiles à distinguer.



Ces changements mettent cependant en évidence la vulnérabilité des territoires, qui se manifeste de différentes manières : minéralité de la ville, risques d'inondation, fragilité des ressources naturelles, fracture sociale, habitat insalubre, dépendance à la voiture...

« On ne peut plus rester sur les modèles sur lesquels on était, sur nos modes de consommation. » (F)

« L'enjeu, c'est l'appropriation des bâtis anciens en centre-ville. » (GPA)

« C'est compliqué de laisser ses enfants jouer dehors compte tenu de la circulation et de l'aménagement des trottoirs. » (L)

« Le changement climatique se voit, les épisodes (cévenols) sont de plus en plus gros, les cours d'eau ne suffisent plus à absorber, à cause de la bétonisation aussi. » (VC)

- Les solutions apportées aux problèmes rencontrés par les habitants ou aux transformations souhaitées par les acteurs. Ces actions sont parfois considérées comme des défis à relever et peuvent être vécues comme des contraintes par les habitants. Elles peuvent aussi être liées à des initiatives locales.

« Le centre-ville a commencé à être vivant. Les premiers travaux ont donné de l'oxygène à la ville. On sentait qu'il y avait un renouveau. » (F)

« C'est super motivant, excitant sur plein de choses parce qu'il faut tout réinventer, mais pour une partie de la population, c'est surtout contraignant. » (GPA)

« Sortir la ville de sa vocation essentiellement résidentielle et développer des activités de proximité. » (L)

« Des jeunes qui reprennent des exploitations familiales et les font évoluer... un apport innovant de l'extérieur. » (PETR)



- Le discours sur la ville, que l'on souhaite modifier pour donner l'image positive d'un territoire qui agit, dynamique et engagé. Au-delà d'une posture de marketing territorial pensée pour faciliter l'adhésion des acteurs et des habitants à la politique locale ou renforcer l'attractivité d'un territoire, la nécessité de construire un nouveau récit partagé est aussi avancée. L'enjeu se situe alors à une autre échelle, puisqu'il est question de repenser notre rapport à la nature, de réfléchir à l'habitabilité des lieux, de créer du lien social, etc., ce qui implique de créer des modèles alternatifs qui s'inscrivent dans un temps plus long.

« Je pense que c'est aussi ça qui amène le dynamisme, car l'image que renvoie Fourmies vers l'extérieur change. » (F)

« On fait comme si tout le monde voulait aller vers les transitions, mais la vision n'est pas toujours partagée. » (GPA)

« Quelle organisation et quelle communication interne pour assurer une vision partagée de la transition dans nos services ? » (L)

« Il s'agit de se projeter dans une vision nouvelle et voir ce qu'on va gagner plutôt que ce qu'on va perdre et tout ça dans la joie. » (PETR)

La démocratie locale : le « socle du vivre ensemble »

Pour ces collectivités, la vie démocratique est un enjeu important. C'est un axe à part entière de leur action, mis au service de leur politique de transition. Mais derrière cette volonté commune, la notion de démocratie locale recouvre une grande diversité de pratiques, de dispositifs – institutionnels ou non, d'objectifs affichés et de vocabulaire. On parle indifféremment de participation ou de mobilisation citoyenne, de coconstruction, « *d'aller vers* », « *d'aller chercher* », de renforcer le lien entre les élus et la population, de démocratie informelle, de démocratie du faire, de processus continu d'échanges, d'énergie collective, etc.

Plusieurs difficultés sont mises en avant : l'élargissement des publics touchés, la sensibilisation à certains sujets complexes, la lourdeur des dispositifs ou la méconnaissance du fonctionnement des institutions. D'autres difficultés sont plus liées au manque de reconnaissance, par les habitants, de la légitimité de certains dispositifs, comme les conseils citoyens, qui peuvent par ailleurs connaître des problèmes de fonctionnement.

« Quand on est noyé par les problèmes financiers, on ne perçoit pas l'intérêt de changer de mode de consommation, ou la possibilité de le faire. » (F)

« Les gens ont l'impression de ne pas être écoutés mais quand on met en place des instances, c'est difficile de sortir des revendications personnelles pour engager une réflexion plus globale. » (GPA)

« On habitue les gens à dialoguer, c'est un apprentissage... On est au début de l'aventure, cela demande du temps. » (L)

« Il faut beaucoup d'énergie pour présenter les choses, ouvrir les horizons à ce qui n'a pas été perçu, il faut travailler la diplomatie. » (PETR)

- Différentes possibilités s'offrent alors aux collectivités pour faire face à ces problèmes et améliorer leurs pratiques :

- clarifier le rôle et la gouvernance des dispositifs existants et leur donner plus de moyens ;
- encourager et valoriser les initiatives locales et les partenaires impliqués, et les mettre en réseau ;
- mettre en place des expériences qui marquent les esprits ;
- considérer les lieux d'expression et d'échanges informels, tels que les événements festifs, les associations, les marchés ou les médiathèques, comme des espaces de vitalité démocratique à part entière ;
- faire le lien entre les transitions et la vie quotidienne des habitants, afin de faciliter leur implication.

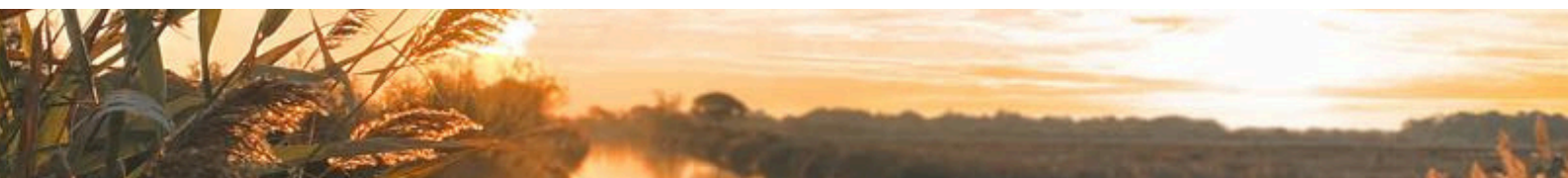
Enfin, plusieurs collectivités déclarent s'engager dans une réflexion approfondie sur les méthodes participatives. À ce titre, les Écoutes Territoriales peuvent alors être considérées comme une aide dans cette réflexion.

« Embarquer la population, c'est aller au-delà et conduire les habitants à ne pas être de simples consommateurs de politique publique. » (F)

« Ce sont des gens qui travaillent pour leurs projets mais qui permettent aussi de faire avancer l'agglomération sur certains sujets. » (GPA)

« Nos initiatives, il faudrait les préparer ensemble, les mixer et surtout les relier entre elles pour couvrir tous les quartiers... » (L)

« S'appuyer sur des potentialités positives et voir comment cela pourrait se développer sur le territoire. » (PETR)



La mobilisation citoyenne : une réaction face à un événement déclencheur

- Vercors citoyennes et citoyens (collectif)
- Remontons la Roya (collectif)
- Neufchâteau et ses environs (collectif)



Les Écoutes Territoriales : structurer et renforcer une démarche militante

Ces trois Écoutes Territoriales ou citoyennes se distinguent des autres Écoutes par le fait qu'elles sont portées par un collectif citoyen, constitué ou non en association. À l'origine de ces collectifs, un événement déclencheur qui suscite une mobilisation locale, soit pour s'opposer à cet événement, soit pour en atténuer les effets. Cet événement prend différentes formes : une catastrophe majeure qui balaie tout sur son passage (la Roya), des projets immobiliers touristiques jugés inadaptés au territoire et à l'évolution climatique (Vercors) et le constat d'un territoire qui se délite sur le plan social (Neufchâteau). Il agit comme un « révélateur » des vulnérabilités du territoire, alimente la réflexion sur son avenir et incite les acteurs au passage à l'action.



Il s'agit donc au départ d'une démarche militante, qui trouve dans les Écoutes de l'Unadel une « opportunité » de se structurer pour renforcer son efficacité. Ces Écoutes s'inscrivent donc dans une démarche déjà engagée de recueil de la parole et des besoins des habitants, mise en œuvre sous différentes formes, afin de mieux connaître la manière dont ce territoire est perçu. Les attentes sont clairement orientées vers un soutien à la mobilisation citoyenne. L'objectif est de poursuivre cette mobilisation, hors des dispositifs officiels, tout en maintenant le dialogue avec les collectivités locales.



Les transitions : des défis à relever

Dans ces trois Écoutes également, la notion de transition n'est pas forcément explicitée. On parle de transformation, de dynamique, d'évolution, etc. Elle peut être évoquée de manière assez générale comme ce que l'on vit au quotidien et qui affecte le territoire de manière inexorable. Elle est alors sous-entendue comme une situation évidente, par exemple, le contexte global de changement climatique, face auquel il faut se mobiliser pour en réduire les impacts locaux.

Les écoutés parlent aussi de ces transformations comme des défis à relever. De nombreux domaines sont concernés : nombre de résidences secondaires, essor démographique, menaces sur les terres agricoles, etc. Les transitions sont aussi abordées sous l'angle des actions engagées pour faire face à ces défis ou à l'événement déclencheur.

« On étouffe ici, on sent qu'il y a le changement climatique, le brouillard est plus épais, la pollution plus présente. » (N)

« La population a changé. Les anciens qui ont toujours vécu (les grands-parents) et les enfants qui sont partis. les petits enfants reviennent. Les attentes changent. » (R)

« De plus en plus de gens qui ne connaissent pas bien la montagne viennent et la respectent moins. » (PETR)



Ces initiatives locales s'emparent de la question du vivre-ensemble. Elles ambitionnent de renforcer les liens entre les habitants, de transformer les manières de vivre, d'explorer « l'habitabilité » du territoire et de « rectifier le tir » en participant à la gouvernance territoriale. L'enjeu est de passer d'une posture militante, voire d'opposition, à une posture constructive en proposant des alternatives. De fait, ces collectifs dépassent le cadre qui les a fait naître, pour s'intéresser plus largement aux problématiques territoriales, dont les transitions, et à l'avenir du territoire dans son ensemble. Ils peuvent à ce titre être considérés comme des marques de vitalité démocratique que cherchent à susciter les autres territoires écoutés.

« Il faut des Écoutes une fois par an pour discuter de ce que l'on veut faire ou pas. La démocratie ne peut se créer qu'à travers l'échange et la rencontre : il faut du lien et du respect. » (N)

« C'était douloureux de voir le désastre qu'il y a eu ici. Aujourd'hui, c'est plutôt positif, cette tempête a été salutaire. Elle a révélé le caractère des gens, en positif ou négatif. » (R)

« La réalité du territoire a complètement changé. Je veux être acteur de ce changement et ne pas le subir. » (V)



La démocratie locale : une ouverture « tous azimuts »

Dans ces trois Écoutes, tout ce qui permet et favorise le dialogue est considéré comme relevant de la démocratie locale. C'est une ouverture « tous azimuts » vers les activités associatives, les lieux de rencontre (marchés, cafés, événements festifs, etc.) et les échanges informels, qui viennent donc compléter les instances, les temps et les lieux traditionnels de la vie démocratique locale.

Cet élargissement de la notion de démocratie locale est sans doute une réponse aux constats faits par ces collectifs. L'individualisme, l'entre-soi associatif, une certaine défiance envers les dispositifs institutionnels, la démocratie représentative, le poids électoral des non-résidents permanents, les difficultés de dialogue avec les élus ou entre les habitants, le manque de concertation autour des projets, etc., sont autant de raisons de démultiplier les occasions d'échanges et de rencontres entre les habitants, les acteurs et les élus.

« Les élus ont une relation d'hyper-proximité avec les habitants, c'est un travail à l'affect qui dépolitise le débat. » (N)

« On est plein d'associations, on se connaît entre nous, il y a des dissonances, mais pas de compétition. Plus on se mélange dans les appels à projets, plus c'est la force du territoire. » (R)

« Il s'agit de développer le dialogue, le faire et l'être ensemble pour souder le Vercors tout en conservant sa diversité, pour aujourd'hui et pour demain. » (V)

Il n'y a pas cependant, de la part de ces collectifs, de volonté d'aller contre les institutions. Ce n'est pas une démarche de confrontation, mais de coconstruction, même si des interrogations sur la gouvernance territoriale et le fonctionnement des collectivités sont ouvertement posées. L'objectif est de se positionner en acteur à part entière de la gouvernance locale. D'où l'enjeu de se constituer en force de proposition et de maintenir une participation active, ouverte à tous, en dehors des occasions officielles. D'où l'importance aussi de réguler les excès toujours possibles d'une posture militante, par exemple en cherchant à éviter des prises de parole trop extrémistes, dont on suppose qu'elles pourraient nuire, non seulement à la qualité des débats, mais aussi à l'image de ces collectifs.

« Il n'y a pas d'initiatives de démocratie participative, même si quelques élu-e-s s'y essaient, avec difficulté. » (N)

« Le rôle et le fonctionnement des élus changent : avant la tempête, c'était le pouvoir exercé seul, presque de manière démesurée, aujourd'hui on remarque une évolution vers une autre posture. » (R)

« Tous ensemble, on peut être fiers de monter des choses à notre échelle. Ce qui pêche pour nous c'est l'aspect économique. [...] Il nous faut composer avec les acteurs économiques et les impliquer en trouvant des choses positives et pas critiquables. » (V)



Un dispositif expérimental d'animation territoriale face aux transitions

- Laboratoire de la Ruralité des Vosges – Rur'agilité

Une Écoute Territoriale particulière : à la rencontre des acteurs de terrain

L'Écoute Territoriale effectuée sur ce dispositif, créé à titre expérimental en 2021 dans le cadre de l'Agenda Rural, répondait à une demande du Ministère de la Ruralité. Elle avait vocation à « *favoriser une démarche de rencontre des acteurs de terrain* », afin « *d'identifier des défis à relever, d'entendre les ressentis et les questionnements, de recueillir des propositions* ». Elle s'inscrit dans le contexte particulier de la reconduction de cette expérience et de sa répliquabilité.

Même si cette Écoute Territoriale n'a pas été prévue à l'origine pour être une « *démarche d'audit* » du Laboratoire, elle aboutit à des résultats qui en sont proches. Elle interroge en effet la capacité d'agir et d'expérimenter du dispositif. Elle aboutit à des propositions pour mieux l'adapter aux « *réalités sociales, économiques, démographiques et démocratiques qui s'imposent aux populations locales* ». Elle a également facilité son appropriation par les acteurs locaux.

Elle est donc difficilement comparable aux autres Écoutes Territoriales et citoyennes, d'autant plus que l'échelle du territoire concerné – le département des Vosges –, n'autorise pas une approche aussi fine des enjeux, qu'il s'agisse de transition ou de démocratie locale.



Les transitions : une somme d'initiatives disparates ?

Les transitions sont d'abord évoquées à travers les nombreuses actions engagées sur le territoire par les différents acteurs impliqués. Ces actions couvrent un champ très large. Elles concernent notamment les problématiques liées à l'habitat et à l'environnement : reconquête du bâti dégradé, éco-rénovation, renaturation des espaces publics, gestion de l'eau, suppression de l'éclairage nocturne, mobilités douces, etc. L'action sociale est également soulignée pour son rôle d'accompagnement important dans ces dynamiques.

Lorsqu'on aborde les transitions sous l'angle des phénomènes qui affectent le territoire, c'est pour mettre à avant ce qu'il faudrait faire. Plusieurs pistes sont ainsi proposées face au déclin démographique et au vieillissement de la population. Les Vosgiens sont alors invités à relever ce défi en s'appuyant sur le Laboratoire. Le changement climatique est également évoqué comme un problème auquel il faudra s'adapter.

« Chez nous, on a décidé qu'il n'y aurait pas de construction de nouveaux bâtiments publics neufs, mais qu'il n'y aurait plus aucun bâtiment public inoccupé et on y est parvenu ! »

« L'adaptation au changement climatique sera un vrai problème dans les années à venir ».

- Faire des Vosges « un territoire refuge pour une population résidente vieillissante, ou pour des populations migrantes » .

« L'enjeu est de préserver l'environnement tout en maintenant la vie dans les territoires ».



Démocratie locale ou « démocratie ancrée dans le local » ?

Plutôt que de démocratie locale, on parle ici de « démocratie ancrée dans le local ». Ce qui laisse supposer que l'échelon local est la strate privilégiée pour se questionner sur la vitalité démocratique des territoires. On y valorise la « démocratie du faire », illustrée par des opérations de type « bourgs-centres » et « Petites Villes de Demain », que l'on distingue de la « démocratie du faire ensemble » : l'ouverture de ces programmes sur les dynamiques citoyennes repose avant tout sur la volonté des équipes municipales et des autres échelons territoriaux impliqués.

Les références à la mobilisation et à la participation des habitants sont quasi absentes. Seules les attentes du secteur associatif et de l'éducation populaire sont mentionnées, ainsi que leurs tentatives de mobilisation citoyenne. Mais cette volonté d'ouvrir le débat public et de peser dans les décisions prises par les institutions semble peu fructueuse, ces acteurs devant visiblement se contenter, au mieux, d'un rôle de prestataire.

« Si les associations ne sont pas là, il manque un pan de la société. »

« Les élus doivent comprendre que nous ne sommes pas que des prestataires ».

« De plus en plus d'intercommunalités mettent en place des actions et des services sans se préoccuper de ce qui se fait déjà. »

« On est la dernière roue de la charrette. »

Enjeux transversaux et enseignements

Un territoire en transition, c'est quoi ?

Entre ce que l'on subit, ce que l'on met en œuvre et ce que l'on souhaite, la notion de transition recouvre dans ces Écoutes Territoriales et citoyennes une grande diversité de réalités. Si l'on devait désigner un dénominateur commun, ce serait tout ce qui change dans le territoire. Cela peut relever du changement climatique, d'une évolution démographique, d'une action en cours ou d'un programme à venir.

Cette acception rejoint la définition donnée par les dictionnaires, qui désignent la transition comme un « état intermédiaire », le « passage d'un état à un autre ». Mais ne risque-t-on pas, en restant sur un objet aussi vague, d'aboutir à une banalisation des enjeux qui sous-tendent ces changements ? Un territoire, par nature, est en perpétuelle évolution, plus ou moins rapide et visible. Comment, dès lors, distinguer les évolutions qui méritent que l'on s'y attarde ? Sur quels enjeux faut-il vraiment se focaliser ? Comment définir une politique territoriale de transition qui ne soit pas une simple agrégation d'actions concernées par un changement ?

Même s'ils ne sont pas toujours aussi clairement exprimés, ces questionnements et ce besoin de sens sont présents parmi les écoutés. Nous verrons dans ce chapitre que les enseignements issus des Écoutes Territoriales et citoyennes impliquent tous, en préalable, de préciser ce que l'on entend par le vocable de transition.

Renforcer la démocratie locale : quelle stratégie ?

Ce qui est vrai pour les transitions l'est aussi pour la démocratie locale. Dans les Écoutes, cette notion prend de multiples formes, avec une ouverture plus ou moins grande vers l'initiative et la participation citoyennes, jusqu'aux échanges informels que l'on peut avoir entre habitants se croisant sur un marché. Toute occasion d'échanger ou de se retrouver est alors enrôlée au service de la démocratie locale.

Certes, la vitalité démocratique est ouvertement souhaitée, à des degrés variables. Elle est parfois déjà bien réelle, et la démocratie représentative et institutionnelle peut alors paraître un peu figée devant un tel bouillonnement. Mais cet élan citoyen soulève des questions sur la stratégie adoptée, ou à adopter, qu'il n'est pas évident de repérer dans les Écoutes : Faut-il se concentrer sur des publics spécifiques ou au contraire agir « tous azimuts » ? Avec quels outils et méthodes ? Comment utiliser au mieux les dispositifs existants, tels que les conseils citoyens ? Comment encourager les initiatives citoyennes ? Quel positionnement les collectifs citoyens doivent-ils avoir vis-à-vis des instances officielles ? Comment partager la gouvernance d'un territoire avec ces nouveaux acteurs ? Etc.

Autant d'interrogations que l'on retrouve dans les différentes Écoutes, avec des réponses plus ou moins abouties, mais sans véritable vision d'ensemble.

Certains territoires expriment d'ailleurs le besoin de prendre du recul sur leurs pratiques participatives ou s'interrogent clairement sur ce qu'est la participation citoyenne et sur ses méthodes.

Le discours sur les transitions : pour un récit mobilisateur et une image de la ville qui s'engage

Agir sur le discours et modifier l'image de la collectivité apparaissent comme un axe d'accompagnement important des politiques de transition. L'image d'une ville qui s'engage peut favoriser la participation des habitants. Elle peut aussi valoriser les initiatives citoyennes (actions réalisées, acteurs et partenaires impliqués). Les collectifs citoyens n'hésitent d'ailleurs pas à utiliser ce levier et à communiquer sur leurs actions (réseaux sociaux, site Internet, etc.).



Un enjeu essentiel : l'information, la sensibilisation et le dialogue

À la base de toute politique de transition ou de démocratie locale, l'information tient une place essentielle. Mais informer sur les changements et leurs impacts locaux ne suffit pas, encore faut-il le faire en prenant soin de n'exclure aucun public. Choix du vocabulaire, effort de sensibilisation et de vulgarisation pour faire comprendre des phénomènes parfois complexes, utilisation de méthodes, d'outils et de médias adaptés, etc. Ces préoccupations apparaissent dans plusieurs territoires et le rôle crucial joué par les réseaux sociaux, comme outil permettant la mise en relation instantanée des habitants, est avéré dans la vallée de la Roya.

Développer une culture commune de ces sujets, par le dialogue, « l'aller-vers », « l'aller-chercher », etc., est un moyen d'avancer sur les enjeux de transition, tout comme l'éducation à la citoyenneté et au regard critique peut faciliter la mobilisation citoyenne. Elle peut se poursuivre par la formation des habitants, afin de leur donner encore plus de moyens pour être force de propositions et s'impliquer dans l'avenir de leur territoire.



Faire le lien entre les transitions et le quotidien des habitants

Plusieurs Écoutes mettent l'accent sur la difficulté de passer à l'action, malgré la conscience d'un changement en cours. La conscience du changement climatique et de ses effets sur le territoire, par exemple, n'est pas forcément évidente, ni perçue par les habitants comme un levier pour agir. D'où la proposition de rendre concrète la question des transitions en faisant le lien entre les effets locaux d'une transition et la vie quotidienne des habitants, en reliant les phases de débat public, de décision et d'action, en s'engageant dans une « *démocratie du faire* » pour se mettre en action et en voir rapidement les effets. Une telle démarche participerait en retour à la sensibilisation du public et viendrait enrichir le récit mobilisateur d'un territoire en transition.



Clarifier les règles de la gouvernance territoriale

Ces Écoutes montrent que, quel que soit le territoire considéré, la gouvernance territoriale est au cœur de toute réflexion sur les transitions et la démocratie locale. Soit parce qu'elle implique une coopération entre les différents échelons des collectivités, soit parce que le découpage administratif ne correspond pas au quotidien des habitants, soit parce qu'elle doit se saisir d'enjeux marqués par leur dimension transversale, soit parce qu'elle doit composer avec une participation citoyenne qui, inévitablement, rebat les cartes institutionnelles.

Les questions sur le fonctionnement des institutions, leur superposition, la cohérence de leur action, leur coordination, etc., sont donc nombreuses. Les pistes d'amélioration le sont également : améliorer les liens entre les élus et les citoyens, clarifier le rôle des dispositifs existants, tels que les conseils citoyens, renforcer l'identification du portage des projets, améliorer la coopération entre les communes, les intercommunalités, mais également entre ces collectivités et les porteurs d'alternatives, ainsi que les éventuels dispositifs spécifiques, mieux organiser l'ingénierie territoriale en favorisant une approche transversale des projets, etc.

L'émergence d'un collectif citoyen, dont l'ambition est de participer à cette gouvernance territoriale, ne semble pas modifier la nature de ces propositions. Sans être avares de critiques, ces collectifs insistent surtout sur leur volonté et leur capacité à être reconnus comme des partenaires à part entière, ainsi que sur la nécessité de coopérer avec les institutions et l'ensemble des acteurs du territoire.



Inverser l'hypothèse de départ ?

L'hypothèse de départ de ces Écoutes Territoriales et citoyennes 2025 considérait le renforcement de la démocratie locale comme une donnée nécessaire pour faire face aux transitions. Il est légitime de se demander si cette hypothèse ne mériterait pas d'être inversée. Les Écoutes montrent en effet qu'un événement déclencheur introduit un changement qui peut être à l'origine d'un renouveau de la démocratie locale, ou d'une tentative de revivifier la démocratie locale.

Cette inversion de l'hypothèse de départ se vérifie dans les trois territoires où s'opère un sursaut citoyen : le Vercors, la vallée de la Roya et Neufchâteau et ses environs, tous concernés par la création d'un collectif.

On observe que c'est dans ces territoires que la mobilisation citoyenne :

- est la plus intense et qu'elle cherche à se structurer pour durer, malgré les difficultés et parfois les déceptions ;
- elle œuvre pour maintenir la participation citoyenne active hors des dispositifs institutionnels et des occasions officielles ;
- elle cherche à créer une dynamique de coopération avec l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques, associatifs ;
- elle dépasse son statut militant pour endosser celui de partenaire à part entière de la gouvernance territoriale, dont elle redessine les contours ;
- son objet va au-delà de l'événement qui l'a fait naître pour s'intéresser à l'avenir du territoire dans son ensemble.

À contrario, les collectivités des autres territoires, qui n'ont pas connu ce contexte spécifique d'un événement déclencheur, cherchent à créer cette dynamique citoyenne en en faisant un axe à part entière de leur politique. De nombreuses actions sont réalisées dans ce sens, avec des résultats reconnus par les écoutés. Cette dynamique reste cependant en grande partie tributaire de l'action et de la volonté de la collectivité, toujours en quête de solutions pour en assurer l'efficacité et la pérennité.





Faut-il être confronté à un problème concret, qui impacte notre quotidien, pour se mobiliser et agir ? L'absence de conscience des habitants de la nécessité d'agir face à des enjeux globaux ou non matérialisés est soulignée à différentes reprises, avec des collectivités qui ressentent le besoin de relier transitions et préoccupations quotidiennes des habitants afin de rendre ces enjeux tangibles.

Contrairement à l'hypothèse initiale, c'est bien le changement qui peut susciter et structurer le renouveau démocratique. Celui-ci semble se nourrir de l'opposition, de la difficulté, voire de drames liés à ce changement, qui est alors perçu comme une « *opportunité* » pour agir et « *renforcer le lien social* ». En retour, cette mobilisation citoyenne produit « *une énergie collective* » au service des transitions.

Les Écoutes laissent supposer que cette énergie collective est latente dans l'ensemble des territoires. On la mesure notamment dans les aspirations des acteurs – élus, institutionnels, économiques, associatifs et habitants –, à faire évoluer les relations qu'ils entretiennent entre eux. Elle n'attend peut-être qu'une occasion – un événement déclencheur de type crise ou constat d'un territoire en déclin démographique ou en difficulté sociale –, pour se cristalliser. Il serait alors possible de parler d'une transition dont il n'a pas été question dans ces Écoutes : la transition démocratique. Celle-ci prendrait un tout autre sens que son acception usuelle – le passage d'un état dictatorial à un état démocratique –, pour signifier la transformation de la gouvernance territoriale vers un réel partage de la prise de décision sur le vivre ensemble et l'avenir des territoires.

Synthèse nationale des Écoutes Territoriales 2025

Rédaction : Gilles Peissel

Mise en page : Marion Guericolas, Citoyens & Territoires Grand Est

Crédits photos : Unadel, PETR Vidourle Camargue, Fourmies, Lambersart, Guingamp-Paimpol, Neufchâteau, Vercors, Laboratoire de la Ruralité des Vosges, vallée de la Roy, Aurelio Rodriguez, Titouan Denimal-Pinto, Chloé Benacchio, Sylvain Pambour, Carole Begel, Marion Guericolas, Canva et Freepik

L'Unadel souhaite remercier chaleureusement ses partenaires : la Fondation de France, l'ANCT et le Ministère de la Ruralité

